

Papeete le vendredi 12 août 2022

## COMMUNIQUE DE PRESSE DU SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Emploi local

**Le Président veut donner une leçon au garde des sceaux pour le contrat d'une seule  
expatriée... alors qu'il veut intégrer sans concours,  
Tous les fonctionnaires d'Etat détachés dans l'administration du Pays !**

Lorsque notre syndicat interpellait le gouvernement sur son projet de loi d'intégration sans concours des Fonctionnaires d'Etat dans la Fonction Publique, le Président du pays nous appelait à « ne pas opposer les statuts ». Il nous invitait avec beaucoup de moralisme à ne pas faire d'histoire pour les quelques 64 fonctionnaires d'Etat pouvant bénéficier dès aujourd'hui de ce dispositif. Il nous sommait de cesser nos commentaires pour l'ouverture faite, pour les années à venir, à tous les fonctionnaires d'Etat détachés dans notre administration.

Ironie du sort, sous la pression des greffiers du tribunal, le voilà sermonnant le ministre français de la justice pour avoir muté temporairement en Polynésie française comme greffier, un seul agent expatrié. **Le Président de la Polynésie française demande donc à l'Etat de protéger l'emploi local, alors que lui-même le détruit dans l'administration du Pays.**

Voilà donc le Président du Pays prêt à sacrifier dès aujourd'hui 64 postes de l'administration territoriale au profit de fonctionnaires d'Etat, et paradoxalement soi-disant s'inquiéter de la nomination, par l'Etat, d'une fonctionnaire expatriée... dans l'administration d'Etat !

Monsieur le Président, pour être crédible dans votre approche auprès du garde des sceaux, sans doute serait-il temps de balayer les péhu devant la porte du palais présidentiel ! Abandonnez le projet de loi indécent que vous vous apprêtez à présenter devant l'assemblée territoriale pour intégrer sans concours dans notre administration, les seuls fonctionnaires d'Etat détachés. Refusez de sacrifier froidement l'avenir des enfants du Pays au profit de fonctionnaires d'Etat, en sanctuarisant ces postes pour ceux dont les racines s'ancrent dans le sol polynésien.

Monsieur le Président, avant de vouloir enlever la poussière dans l'œil de l'administration de la justice, sans doute serait-il judicieux que vous retiriez la poutre qui est dans le vôtre ! **La protection de l'emploi local n'est pas que pour les autres (État, secteur privé) ; elle concerne aussi votre administration.**

Le secrétaire général



Olivier CHAMPION

